

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000496-105

DATE : 15 FÉVRIER 2011

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE FRANCINE NANTEL, J.C.S.

DENIS GAGNON
Requérant

c.

BELL MOBILITÉ
Intimée

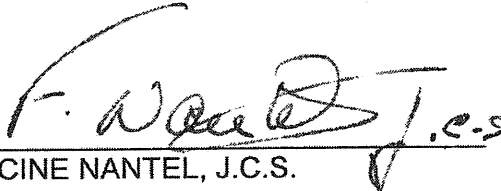
JUGEMENT
AUTORISANT LA DIFFUSION DE L'AVIS AUX MEMBRES
(Article 1006 C.p.c.)

[1] Le Tribunal a analysé le Protocole de diffusion de l'Avis aux membres soumis par le requérant et accepté par l'intimée, et

[2] **ORDONNE** la diffusion de l'Avis aux membres tel que résumé au Protocole de diffusion par :

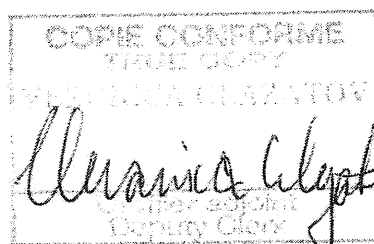
- 1) la diffusion le 16 février 2011 d'un communiqué de presse bilingue sur le fil de presse CNW (Canadian News Wire);

- 2) la mise en ligne de deux (2) pages WEB reproduisant les Avis aux membres en anglais et en français;
 - 3) l'achat d'une série de mots clés sur internet menant directement aux pages WEB des Avis aux membres;
- [3] **FIXE** le délai d'exclusion au 21 mars 2011;
- [4] **FRAIS à suivre l'instance.**


FRANCINE NANTEL, J.C.S.

Me David Bourgoïn
Me Benoit Gamache
BGA Avocats
Avocats du requérant

Me Marie Audren
Borden Ladner Gervais
Date d'audience : 25 octobre 2010



CANADA

(Chambre des recours collectifs)

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000496-105

DENIS GAGNON

Requérant

c.

BELL MOBILITÉ

Intimée

**PROTOCOLE DE DIFFUSION
DES AVIS AUX MEMBRES**

Modes diffusion : 16 février 2011

Communiqués de presse	CNW Telbec / 16 février 2011 (Hyperliens actifs)
Pages web	BGA activera les pages sur son site internet

Mise en ligne des avis aux membres (adresses URL)

Version française	www.bga-law.com/bell-resiliation-avisauto
Version anglaise	www.bga-law.com/bell-termination-certnotice

Mots clefs pour le référencement internet (activera les adresses URL)

FRANÇAIS	ANGLAIS
BELL FRAIS RÉILIATION	BELL TERMINATION FEES
BELL RECOURS RESILIATION	BELL TERMINATION LAWSUIT
RECOURS COLLECTIF FRAIS RÉILIATION	CLASS ACTION TERMINATION FEES
BELL RECOURS COLLECTIF	BELL CLASS ACTION

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AVIS D'AUTORISATION D'UN RECOURS COLLECTIF

Le 24 janvier 2011, la Cour supérieure du Québec (l'honorable Francine Nantel) a autorisé M. Denis Gagnon à exercer un recours collectif au nom de toutes les personnes physiques et morales comptant moins de cinquante (50) employés, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, et s'étant vues facturer par Bell Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2007 des frais de résiliation de contrat.

Pour plus de détails sur cette poursuite, veuillez consulter l'avis aux membres au : www.bga-law.com/bell-resiliation-avisauto

Toute personne liée par ce recours qui ne s'en sera pas exclue de la façon indiquée dans l'avis aux membres, sera liée par tout jugement à intervenir dans le recours collectif.

PRESS RELEASE

NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION

On January 24, 2011, the Superior Court of Québec (the Honourable Francine Nantel) authorized Mr. Denis Gagnon to act as representative in a class action against Bell Mobility on behalf of all natural persons or companies with less than 50 employees, who are domiciled or were domiciled in Québec, and who were charged early termination fees since January 1, 2007.

For more information on the lawsuit, please see the Notice to Class Members at: www.bga-law.com/bell-termination-certnotice

Any member of the class who has not requested his exclusion from the class action in the manner indicated in the Notice to Class Members will be bound by any judgment to be rendered on the class action.

CANADA

(Chambre des recours collectifs)
COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000496-105

DENIS GAGNON

Requérant

c.

BELL MOBILITÉ

Intimée

AVIS AUX MEMBRES

(Article 1006 C.p.c.)

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 24 janvier 2011 par jugement de la Cour supérieure du Québec, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

« Toutes les personnes physiques et morales comptant moins de cinquante (50) employés, domiciliées ou ayant été domiciliées au Québec, et s'étant vues facturer par l'intimée depuis le 1^{er} janvier 2007 des frais de résiliation de contrat. »
2. Le Juge en chef a décrété que le recours collectif autorisé par le présent jugement devait être exercé dans le district judiciaire de Montréal.
3. Le statut de Représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à M. Denis Gagnon.
4. Les questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement sont :
 - a) Le montant précis des frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux membres est-il contractuellement dénoncé ?
 - b) Si non, ces frais sont-ils nuls ?

- c) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée au requérant et aux membres sont-ils excessifs ou abusifs ?
- d) Les frais de résiliation de contrat facturés au requérant et aux membres excèdent-ils le montant du préjudice réellement subi par l'intimée ?
- e) Les frais de résiliation de contrat facturés par l'intimée contreviennent-ils au droit du requérant et des membres à la résiliation unilatérale d'un contrat ?
- f) L'intimée a-t-elle contrevenu à la Loi sur la protection du consommateur ?
- g) Si oui, sur quels chefs de dommages le requérant et les membres peuvent-ils être indemnisés ?

5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

- (1) **ACCUEILLIR** la requête introductive d'instance du requérant;
- (2) **CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme de **200,00 \$**, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
- (3) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser au requérant la somme excédant le préjudice réellement subi, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
- (4) **CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des membres la somme équivalente aux frais de résiliation payés depuis le 1^{er} janvier 2007, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;
- (5) **SUBSIDIAIREMENT, CONDAMNER** l'intimée à verser à chacun des membres la somme équivalente aux frais de résiliation de contrat excédant le préjudice réellement subi par l'intimée, avec intérêts au taux légal majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, calculés à compter de la date de signification de la requête;

- (6) **CONDAMNER** l'intimée à payer la somme forfaitaire de **2 000 000,00 \$** à titre de dommages punitifs;
 - (7) **ORDONNER** que les dommages précités fassent l'objet d'indemnisations individuelles et d'un recouvrement collectif uniquement pour les dommages punitifs selon les prescriptions des articles 1037 à 1040 du *Code de procédure civile*;
 - (8) **CONDAMNER** l'intimée à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable.
6. Le recours collectif à être exercé par le Représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action en dommages-intérêts contre l'intimée pour des frais de résiliation facturés illégalement et en dommages punitifs.
 7. Tout membre faisant partie du groupe, qui n'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.
 8. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée au **21 MARS 2011**.
 9. Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal, par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion.
 10. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
 11. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical (selon le cas) à la demande des intimées. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable ou à un examen médical que si le Tribunal le considère utile.
 12. Un membre autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.

13. Pour toute information additionnelle, vous pouvez communiquer avec les procureurs du Représentant aux coordonnées suivantes :

Me David Bourgoin
BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.
67, rue Sainte-Ursule
Québec (Québec) G1R 4E7
Téléphone : 418 692-5137
Télécopieur : 418 692-5695

Courriel : dbourgoin@bga-law.com

CANADA

(Class Action Chamber)
SUPERIOR COURT

PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

NO.: 500-06-000496-105

DENIS GAGNON

Petitioner

v.

BELL MOBILITÉ

Respondent

NOTICE TO MEMBERS

(Article 1006 C.C.P.)

1. TAKE NOTICE that the bringing of a class action has been authorized on January 24, 2011 by judgment of the Superior Court of Québec, for the benefit of the persons forming part of the group hereinafter described, namely:

“All natural persons and legal persons with less than 50 employees, who are domiciled or were domiciled in Québec, who have been charged early termination fees by the Respondent since January 1, 2007.”
2. The Chief Justice has ordered that the class action authorized by the said judgment shall be brought in the district of Montréal.
3. The status of Representative has been ascribed to Mr. Denis Gagnon.
4. The principal questions of law or fact to be dealt with collectively are as follows:
 - a) Was the precise amount of the early termination fees charged by the Respondent to the Petitioner and to the members disclosed in a contract?

- b) If not, are these fees null?
- c) Are the early termination fees charged by the Respondent to the Petitioner and to the members excessive or abusive?
- d) Do the early termination fees charged to the Petitioner and to the members exceed the injury actually suffered by the Respondent?
- e) Do the early termination fees charged to the Petitioner and to the members contravene their right to unilaterally resiliate their contract?
- f) Did the Respondent contravene the Consumer Protection Act?
- g) If so, what type of damages are the Petitioner and members entitled to?

5. The conclusions sought with relation to such questions are as follows:

- (1) **GRANT** the Petitioner's Motion to institute a class action;
- (2) **CONDEMN** the Respondent to pay to the Petitioner the sum of **\$200.00** with interest and the additional indemnity provided by Article 1619 of the *Civil Code of Québec*, calculated from the date of service of the motion;
- (3) **SUBSIDIARILY, CONDEMN** the Respondent to pay to the Petitioner the sum that exceeds the injury actually suffered by the Respondent, the whole with interest and the additional indemnity provided by Article 1619 of the *Civil Code of Québec*, calculated from the date of service of the motion;
- (4) **CONDEMN** the Respondent to pay to each member a sum equivalent to the early termination fees paid since January 1, 2007, with interest and the additional indemnity provided by Article 1619 of the *Civil Code of Québec*, calculated from the date of service of the motion;
- (5) **SUBSIDIARILY, CONDEMN** the Respondent to pay to each member a sum equivalent to the portion of the early termination fees that exceeds the injury actually suffered by the Respondent, the whole with interest and the additional indemnity provided by Article 1619 of the *Civil Code of Québec*, calculated from the date of service of the motion;

- (6) **CONDEMN** the Respondent to pay a lump sum of **\$2,000,000.00** as punitive damages;
- (7) **ORDER** that the above damages be the object of individual claims and of collective recovery for the punitive damages only, the whole in accordance with Articles 1037 to 1040 of the *Code of Civil Procedure*;
- (8) **CONDEMN** the Respondent to any other form of relief as may be just and proper;
6. The class action to be brought by the Representative for the benefit of the members of the group will be an action in damages and punitive damages against the Respondent for illegally charged early termination fees.
7. Any member of the group who has not requested his exclusion in the manner hereinafter indicated will be bound by any judgment to be rendered on the class action.
8. The date after which a member can no longer request his exclusion without special permission has been set at **MARCH 21ST 2011**.
9. A member who has not already brought a suit in his own name may request his exclusion from the group by advising the clerk of the Superior Court of the district of Montréal by registered or certified mail before the expiry of the delay for exclusion.
10. Any member of the group who has brought a suit which the final judgment on the class action would decide will be deemed to have requested his exclusion from the group if he does not discontinue such suit before the expiry of the delay for exclusion.
11. The Court may permit a member to intervene in the class action if it considers such intervention useful to the group. An intervening member may be bound to submit to an examination on discovery or a medical examination at the request of the Respondent. A member who does not intervene in the class action can only be required to submit to an examination on discovery or a medical examination if the Court considers it useful.
12. A member of the group other than the Representative or an intervener cannot be condemned to pay the costs of the class action.

13. For any additional information, please contact counsel for the Representative at:

Mtre. David Bourgoin
BGA AVOCATS S.E.N.C.R.L.
67 Sainte-Ursule St.
Québec (Québec) G1R 4E7
Telephone: 418 692-5137
Fax: 418 692-5695

E-mail: dbourgoin@bga-law.com